

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 98. — OCTOBRE 1959

MENSUEL : 40 fr.

## Négociations pour la paix en Algérie sur la base de la reconnaissance du droit à l'indépendance!

**L**E Gouvernement Provisoire de la République Algérienne vient de faire connaître sa réponse, attendue dans une atmosphère de suspense par tous, y compris par ceux qui proclament qu'il ne représente rien.

Les conditions d'un revers rapide de la bourgeoisie française en Algérie ne pouvaient être créées que par une mobilisation du prolétariat; mais la politique du PCF, sans parler de celle de la SFIO, a laissé celui-ci paralysé et contaminé même par le chauvinisme. Dans cet état de fait, les pressions de toutes sortes, notamment celles du gouvernement américain par l'intermédiaire de Mohammed V et de Bourguiba ont joué un rôle important dans sa réponse du GPRA.

Malgré un certain nombre de conditions défavorables, la réponse du GPRA reste ferme, intransigeante titre « le Figaro » du mardi 29 septembre. Le GPRA affirme hautement, ce qui ne manque pas de paraître insolent aux plumitifs de la presse réactionnaire, que la reconnaissance du principe de l'autodétermination « ...n'a été possible que parce que, depuis cinq années, le peuple algérien résiste victorieusement à l'une des plus sanglantes guerres de reconquête nationale. Elle n'a été possible que parce que le Front de Libération Nationale et l'Armée Nationale de Libération ont poursuivi et poursuivront, s'il en était nécessaire, le combat libérateur. »

Quelle magnifique réponse à tous les tenants du succès de la « pacification ». Cinq cent mille hommes pourvus d'un équipement moderne mis gravement en échec par le sacrifice de tout un peuple! Quelle magnifique réponse à celui qui, huit jours

plus tôt, était prêt à qualifier les responsables du FLN de « meneurs ambitieux... »

La déclaration du GPRA n'est pas seulement ferme, elle est aussi politique. Elle prend de Gaulle au mot.

Elle montre les ruses et les duplicités du discours du 16 septembre; d'abord elle relève que la « sécession » selon celui-ci ne serait pas autre chose que le démembrement de l'Algérie: le sous-sol du Sahara et les ports aux Français, les zones les plus pauvres aux Algériens! « **Le Gouvernement provisoire de la République algérienne rappelle, en outre, le principe intangible de l'intégrité du territoire national et exprime la détermination irréductible du peuple algérien de s'opposer à toute tentative de partition.** »

Une consultation électorale devra décider du sort de l'Algérie. D'après le plan gaulliste, cette consultation ne saurait intervenir qu'après... la défaite de la Résistance algérienne. Le scrutin serait alors organisé par des militaires auxquels se joindraient les gendarmes et les colons ivres de leur victoire et décidés par tous les moyens à ne pas s'en laisser frustrer. Ce ne serait jamais qu'une parodie de démocratie de plus. A cette « pacification », c'est-à-dire à la paix pour les calendes grecques, les représentants de la Résistance algérienne opposent la paix immédiate: « **...le Gouvernement provisoire est prêt à entrer en pourparlers avec le Gouvernement français afin de discuter des CONDITIONS POLITIQUES ET MILITAIRES DU CESSER-LE-FEU, DES CONDITIONS DES**

(Suite page 8)

R. MERLIN.